Toutes ces opinions réunies forment une somme considérable d'opposition et de mauvais vouloir. Cependant, pour peu que l'on pousse aux premières conséquences les partisans systématiques de l'inaction au dehors, de la non-intervention militaire dans les affaires extérieures, du renoncement absolu aux expéditions lointaines, on ne tarde pas à leur faire avouer la faiblesse et le danger de ce qu'ils appellent « leurs principes. » Le mot d'ordre des mécontents a les variantes que voici :

« Il suffit à la France de faire triompher ses idées dans le monde.

« Les expéditions lointaines sont coûteuses et d'un résultat incertain.

« Être libre chez soi et laisser chaque peuple faire ce qu'il voudra.

« S'agrandir par le commerce et nullement par le respect du drapeau. »

Politique de colimaçon, humble, obscure, fragile et mal sûre. Souffler des idées à travers l'espace, c'est bien, c'est la preuve d'une puissante haleine ; mais est-ce un rôle complet ? Pourquoi ne pas ajouter l'action à l'idée, mettre un peu de ces grands souffles dans nos voiles pour lancer nos vaisseaux sur l'Océan et faire aborder par delà les mers nos ballots, notre droit et nos bataillons si nous sommes menacés d'amoindrissement ? Condamner un peuple à répéter le rôle d'Éole, le dieu boursouflé de l'inanité, quelle gloire et quelle satisfaction ! Pas de guerre, mais du commerce. D'accord ; mais ignore-t-on que pour influer au loin par le commerce, une

nation doit agir au loin l'épée à la main; parce que la prospérité mercantile n'est solide et durable que lorsque les traités sont observés, le droit international respecté, le drapeau honoré, et qu'il est puéril d'espérer d'être riche là où l'on renonce au droit d'être fort? Prospérité, comme noblesse, oblige. Elle oblige à tirer quelquefois le canon à mille et deux mille lieues de ses rivages ; la grandeur financière, comme la grandeur politique, est à ce prix. Un peuple se déclare bloquéable et ruinable à merci, dès qu'il proclame en principe son intention de rester à l'ancre dans ses ports et l'arme au bras dans ses garnisons quoi qu'il arrive.

Il ne faut ni beaucoup de sagacité ni une rare élévation d'esprit pour reconnaître que ces principes d'honneur et de prospérité, bons à maintenir en tout temps, sont plus que jamais indispensables aujourd'hui à la conservation de l'influence européenne dans le nouveau monde. Depuis que la vapeur s'est généralisée dans la navigation au long cours, le vent est moins dans la toile que dans le charbon. Malheur aux peuples maritimes qui, dans cinquante ans, n'auront pas leur dépôt de houille assuré sur tous les rivages ! Ils se verront exclus de la fréquentation des pays éloignés ; ils ne trouveront plus de marchés dans le nouvel hémisphère pour leurs marchandises auxquelles on conseille de sacrifier aujourd'hui l'honneur des armes et la politique des expéditions lointaines. Voilà pourtant ce qui arriverait si les oppositions coalisées contre le Mexique réussissent, et si la France abandonne précipitamment, définiti-

vement, sans un fort parachute, l'entreprise mexicaine.

M. de Girardin, qui a le plus demandé le retrait de nos troupes et qui a soutenu l'opposition toutes les fois qu'elle l'a demandé, écrivait à propos de l'Italie la phrase suivante : « Peu importe donc de savoir si, en 1859, la France a eu tort ou raison. La vérité, c'est que, sous peine de déchéance politique, elle est tenue de ne pas abandonner son œuvre politique et de la consolider. » Ces lignes semblent écrites pour le Mexique, question autrement importante pour nos intérêts et l'avenir de l'Europe, que l'agrandissement du roi Victor-Emmanuel et l'unité de l'Italie. Si les Anglais et les Américains sont grands sur terre et sur mer, c'est qu'ils n'ont pas la naïveté d'assujettir leur activité à cette petite politique de clocher, qui permet tout au plus de s'intéresser à ce que font les voisins. Ils regardent loin et de loin, et quand ils voient de grands intérêts surgir à l'horizon, ils s'empressent d'accourir pour arriver les premiers et prendre position. De nos jours, où les intérêts matériels priment la moralité des moyens, la politique d'audace réussit toujours; les exemples ne manquent pas, et M. de Bismark vient de l'introduire en Prusse. Jusqu'à présent, la France avait été la seule puissance qui avait implanté cette politique sur le continent, elle nous a valu l'Algérie, la Savoie, Nice ; elle a relevé notre pavillon en Amérique, en Asie, dans l'Océanie ; elle a développé notre commerce et notre marine d'une manière fabuleuse; elle nous a mis à la tête du monde civilisé. En quit-

tant le Mexique trop brusquement, nous perdrons plus que le fruit de notre expédition, nous compromettrons notre rang et notre avenir. Je ne parle pas des arguments de M. de Girardin pour soutenir son étrange thèse ; ils prouvent que cet éminent publiciste, comme tant d'autres, ne connaît la question sous aucune de ses faces, et qu'il fait litière de nos intérêts et de notre honneur national. Si la France suivait les conseils de M. de Girardin, ce serait une France lunatique, et non pas seulement un pays de pacifiques marchands de denrées coloniales, comme il voudrait qu'elle fût.

Au point où en était la question mexicaine lors de la mission de M. Saillard, je crois qu'il y avait un expédient qui aurait réalisé le but de notre expédition, sans donner de prétexte sérieux au mécontentement des Américains. Il s'agissait simplement d'occuper les villes maritimes comme Vera-Cruz, Tampico, Matamoros, Mazatlan, Acapulco, d'administrer les douanes pour notre propre compte, de donner, sur leur produit, au gouvernement mexicain une somme annuelle de cinquante ou soixante millions de francs environ, et de garder le reste jusqu'à l'amortissement de la dette contractée envers nous.

Comme il est incontestable que nous avons le droit — et les Américains le reconnaissent eux-mêmes — de faire la guerre et de demander des réparations pour notre honneur ou nos intérêts lésés, les États-Unis, en nous voyant quitter le Mexique, décidés à n'occuper les ports que jusqu'à l'époque où le pays nous aurait payé sa dette, les États-Unis,

dis-je, n'auraient plus à s'occuper de notre intervention provisoire, qui deviendrait une question d'argent et de temps. Les Américains reconnaissent également que leur attitude et leur conduite dans la question mexicaine ont ébranlé l'Empire et retardé la pacification du pays; ils ne pourraient donc pas se plaindre si notre occupation des ports, fondée sur nos droits, avait un résultat tout opposé au leur.

Il est hors de doute que le gouvernement mexicain, n'ayant plus aucune crainte sur la source principale de ses revenus, — les douanes maritimes, — n'ayant plus à s'occuper de leur administration, aurait pu retirer les troupes de ces ports pour les employer à l'intérieur et se soutenir par ses propres forces. Ses douanes, mieux administrées, produiraient des sommes plus considérables que celles produites jusqu'à ce jour; les entreprises en voie d'exécution auraient le temps de s'achever et de commencer la solidarité commune entre les intérêts du gouvernement et ceux des individus; enfin les projets financiers qui doivent rétablir l'équilibre dans le budget, ne seraient plus des projets, mais des faits accomplis. Je suis persuadé qu'avec cette combinaison le Mexique ne serait plus reconnaissable cinq ans après, et qu'une ère nouvelle, inconnue jusqu'à présent, s'ouvrirait pour cette malheureuse contrée.

L'avenir du Mexique est une question d'argent; pour être maître de la situation politique, il faut de l'argent et de l'énergie. Le temps de la condescendance, de la faiblesse même, si l'on veut, est passé; l'Empereur le sait. Quant à l'argent, il se trouverait,

si l'on donnait à Sa Majesté les moyens de réparer le temps perdu. Lors de la domination espagnole, les douanes maritimes rapportaient fort peu de chose au gouvernement; néanmoins, après avoir pourvu à tous ses frais d'administration intérieure, le Mexique envoyait encore à la couronne d'Espagne des sommes assez considérables pour étonner le monde. La consommation n'était pas alors ce qu'elle est aujourd'hui. Malgré tout, les caisses royales regorgeaient de richesses. L'indépendance qui donna un gouvernement conforme au vœu national, ne dut pas non plus sa chute à la pénurie financière, mais à la division des partis. La fédération, malgré la réforme complète qu'elle fit subir à l'administration publique, n'eut pas encore à subir de dures nécessités, bien que ce fût à cette époque que la pénurie commença à se faire sentir. L'administration de Bustamente, en 1831, est encore citée comme une de celles qui ont équilibré facilement leur budget. Il existait alors dans les caisses nationales un excédant de recettes.

Depuis le jour où Santa-Anna, le mauvais génie du pays, arriva au pouvoir, la démoralisation commença à se faire sentir; un terrible déficit se manifesta. Ce Protée politique, sans principes fixes, sans conviction, envieux de se faire des partisans qui le suivissent dans sa versatilité, introduisit le pillage, unique soutien de son autorité, de lui et des siens; car il joua avec tous les partis, au gré de sa volonté. De ce jour, date l'extrême pénurie du trésor, à laquelle ni les emprunts étrangers, ni la vente d'une partie du territoire, ni la nationalisation des biens du clergé,

ni les sacrifices si lourds imposés aux particuliers n'ont pu remédier.

Ces embarras financiers créés par Santa-Anna, et qui sont allés toujours en augmentant, disparaîtront bientôt. M. Langlais et M. Friand intendant du corps expéditionnaire, ont donné des avis sages et pratiques qui seront suivis.

Le budget des dépenses quoique considérablement diminué cette année, le sera bien davantage l'année prochaine. Ce budget est surtout onéré par la multitude des employés militaires, civils et des pensionnés. La plupart de ces pensions est une tache faite à la moralité publique; les retirer est un devoir. Les créances de l'État, qui s'élèvent à des millions de piastres, pourront être recouvrées sous la nouvelle administration. Quant au budget des recettes, il prendra bientôt des proportions inconnues depuis l'indépendance. Il ne manque donc, à présent, que du temps pour que l'œuvre de l'intervention réussisse, et que nos sacrifices d'hommes et d'argent, notre avenir de puissance maritime ne soient pas perdus.

Au milieu de ce chaos que présente la question mexicaine, dans ses complications intérieures, internationales, politiques et financières, au milieu de tous ces contrastes de bien et de mal que j'ai dû exposer pour montrer toutes les difficultés de la situation, les plaies et les remèdes, je crois devoir en quelques lignes résumer ce que j'ai dit avec peut-être trop de franchise et de décousu, sans m'inquiéter de la forme et des détails.

— Le Mexique est actuellement un pays pauvre malgré ses immenses richesses naturelles.

— Pour l'exploiter il lui faut des routes et la colonisation étrangère.

— Les Mexicains ont tous les vices et toutes les qualités des races latines méridionales.

— Les créoles sont très-intelligents et la classe la plus éclairée du Mexique, comme les Indiens en sont les plus doux et les plus laborieux.

— Au Mexique, plus qu'ailleurs, les partis politiques n'ont que l'intérêt pour mobile, et non des convictions. Les idées monarchiques constituent une immense majorité sur les idées républicaines.

— La forme monarchique, avec un souverain étranger, est le seul gouvernement possible, et le seul désiré par la majorité de la nation.

— La question mexicaine est une question d'honneur, d'influence, qui intéresse, en outre, au dernier point notre avenir industriel, commercial, et celui de l'Europe entière.

— Notre intervention au Mexique était très-populaire; les bandits seuls étaient contre nous.

— Il eût été très-politique de reconnaître le Sud, pour rendre plus prompte l'œuvre de l'intervention.

— Lorsque nous avons décidé l'expédition du Mexique, nous aurions dû le gouverner pendant cinq ans au moins avant de donner la couronne à qui que ce soit. Cela nous aurait coûté moins cher, et nous serions remboursés aujourd'hui de nos frais.

— Le système politique inauguré par l'empereur

Maximilien, étant prématuré, a compromis l'Empire plus que l'opposition faite à son gouvernement.

— Comme on ne crée pas une monarchie avec des républicains, il fallait s'appuyer sur les conservateurs et non sur les libéraux pour gouverner.

— Les Mexicains ayant démoralisé, bouleversé, ruiné leur pays quand ils le gouvernaient, il fallait appeler au pouvoir et dans l'administration le plus d'étrangers possible, surtout des Français.

— La combinaison par laquelle nous occuperions les ports maritimes et administrerions les douanes, de compte à demi avec le gouvernement mexicain, pourrait sauver notre œuvre et sauver le Mexique de l'anarchie républicaine ou de l'esclavage américain.

— L'empereur Maximilien ne pouvait sauver le Mexique qu'en marchant toujours d'accord avec la France. Malheureusement, il ne l'a presque jamais fait.

— Sans l'intervention active, avouée des États-Unis, l'empire mexicain aurait encore pu résister au départ de nos troupes et même se consolider avec la nouvelle politique impériale; mais l'attitude des États-Unis et la maladie de l'impératrice Charlotte enlèvent les dernières espérances humaines qu'on pouvait avoir à ce sujet.

Il ne me reste plus qu'à dire quelques mots sur l'abdication de l'empereur Maximilien et ses conséquences. Cette abdication annoncée, bientôt depuis un an, par les journaux américains et allemands, n'est pas encore un fait accompli, au moment où ce livre est sous presse. Je crois même que si la maladie de

l'Impératrice ne décide pas l'Empereur à se démettre du pouvoir, Sa Majesté restera sur le trône tant qu'un Mexicain le défendra.

Ce n'est pas, en effet, le moment d'abdiquer. Tant que l'occupation française était indéterminée, le pays a vécu dans cette espèce d'indifférence que donne la sécurité. Maintenant que l'évacuation est arrêtée d'une manière irrévocable, l'esprit public se réveille et se demande quels seront les résultats de cette mesure. Ils ne sont pas douteux. D'un côté, il voit un abîme immense, le passé hideux, la destruction de la propriété, les assassinats politiques prendre les proportions d'un massacre effroyable, de l'autre, un prince actif, intelligent, religieux et libéral, qui ne demande au pouvoir que la satisfaction de se sacrifier au public. On n'hésite pas entre la vie et la mort. Aujourd'hui plus que jamais, l'Empire a pour lui la propriété, la famille, c'est-à-dire tout le Mexique, car tout le Mexique tremble à l'idée de voir le pouvoir retomber entre les mains de Juarez, d'Ortega ou de Santa-Anna et de leurs satellites.

Les journaux peuvent parler de ces personnages, de leurs partisans, de leurs généraux, de leurs ministres, de leur armée, de leur presse, comme ils en parlent, c'est-à-dire, comme si tout cela n'était pas de la grosse caisse, du charlatanisme qui ne trompe que ceux qui veulent être trompés et ceux qui ne savent pas que les dissidents réduits à eux-mêmes ne résisteraient plus longtemps.

Ne connaissant pas la nature des négociations qu'on dit être entamées entre la France et les États-Unis,

ignorant le but réel de la mission du général Castelnau, ne pouvant prendre au sérieux aucune des dépêches qui nous viennent de New-York, je ne sais ce que vont faire les Américains ni l'empereur Maximilien avant ou après le départ de nos troupes.

M. Johnson, se trouvant plus que jamais débordé par le parti radical, paraît vouloir distraire l'attention des républicains de sa politique intérieure, et les flatter en brusquant le dénoûment de la question mexicaine. C'est là le danger le plus immédiat, sinon le seul. Si l'armée des États-Unis ou des hordes de flibustiers américains envahissent le Mexique, il est évident que l'Empereur, n'étant pas encore en mesure de leur résister, devra partir. Il n'est pas à supposer que le cabinet des Tuileries se repose sur la promesse des États-Uuis de ne pas intervenir au Mexique, et que cette intervention ne soit pas prévue. Si nous permettons aux Américains de détruire notre œuvre, à la condition que nous serons remboursés, notre retraite ne serait pas seulement désastreuse comme celle de Moscou, elle serait humiliante.

D'un autre côté, puisque nous ne voulons pas du Mexique, nous ne pouvons y rester éternellement pour soutenir le trône d'un prince qui voulait bien le concours de notre argent et de notre armée, mais auquel répugnait, d'une manière invincible, notre tutelle. Cette tutelle était, pour le Mexique et pour lui, un devoir et une nécessité. L'Empire tombera pour n'avoir pas voulu accepter cette nécessité, ce devoir.

Enfin, l'opposition en France triomphant de notre échec, pèse lourdement sur l'opinion publique mal renseignée. Malheureusement ceux qui crient le plus fort et le plus longtemps finissent toujours par se faire écouter. En fouillant bien dans toutes ces consciences politiques, on y trouverait beaucoup de rancunes, des intérêts personnels et peu de convictions; mais on les craint. Les oppositions seraient moins fortes si on les connaissait davantage. A quoi se réduisent-elles quand on les examine de près? De loin, ce sont des ballons gonflés par des poitrines puissantes; de près, ce sont de petites ficelles tirées par de petites ambitions, pour mettre au monde de petites choses.

En présence d'une telle situation, la France devait se décourager de nos efforts inutiles pour établir notre prépondérance au Mexique, et pour assurer notre influence, notre avenir industriel, commercial et politique sur le nouveau continent. En quittant l'empire des Montezuma, elle devrait exiger au moins que, lorsque la couronne tombera de la tête de l'empereur Maximilien, elle soit remise entre les mains de l'Assemblée des notables, qui la lui avait donnée, afin que les Mexicains puissent choisir eux-mêmes leur gouvernement provisoire. La France tient encore la destinée du Mexique dans son drapeau; si les Yankees s'en emparent aujourd'hui, il faudra la leur redemander plus tôt qu'on ne le pense. Imitons les Anglais et les Américains, que nous admirons tant dans leur politique de prévoyance. L'opposition républicaine et dynastique a pu surprendre

la bonne foi des masses; mais l'erreur ne pouvait durer. Le peuple aime les grandes idées, mais il aime aussi le succès. Le succès couronne toujours les entreprises grandioses, conçues avec génie et poursuivies avec audace.

Derrière l'expédition mexicaine il y avait plus qu'un empire à fonder, une nation à sauver, des marchés à créer, des milliards à exploiter; il y avait un monde tributaire de la France, heureux de subir notre influence sympathique, de s'approvisionner chez nous et de nous devoir sa résurrection à la vie politique et sociale des peuples civilisés.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

I. Introduction. — Voyage en mer. — La Martinique. — Deux mots sur les colonies. — Santiago de Cuba. — Vera-Cruz. 1
II. Détails sur Vera-Cruz. — Hôtels mexicains. — Les routes au Mexique. — Camarone. — Diligences. — Paso-del-Macho. 25
III. Le Chiquihuite. — Cordova. — Orizaba. — La Cañada. — Amozoc. — Puebla. — Le Rio-Frio. — Vallée de Mexico. 49
IV. Fondation de Mexico. — Ville ancienne et moderne. — Inondations. — Climat du Mexique. — Notre-Dame de Guadalupe. — Chapultepec. — Cuyoacan. — San Agustin de las Cuevas. 69
V. Population mexicaine. — Aristocratie. — Métis. — Indiens. Savants. — Maîtresses de maison. — Vices. — Voleurs. — Anecdotes. — Justice. — Juges. 98
VI. Situation religieuse du Mexique. — Clergé. — Anecdotes. — Fausse religion. — Superstition. — Cérémonies religieuses. — La Foire des morts. — Vente des biens ecclésiastiques. 124
VII. Formation des guerillas. — Généraux mexicains. — Juarez. — Troupes du Mexique. — Corps auxiliaires. — Bandits. — Atrocités commises par les brigands. — M. Jules Favre jugé par la presse mexicaine. — Force d'inertie. — Autorités municipales 153
VIII. Intervention française. — Nos soldats au Mexique. — Anecdotes. — Histoire d'un chien de régiment. — Opposition des autorités mexicaines vis-à-vis de l'intervention. — Conséquence du retrait de nos troupes. — Monarchistes. . . 180